

Au royaume des pharaons, les Frères musulmans seront-ils rois?

L'immense clameur causée par les 17 millions d'habitants de la plus grande ville d'Afrique et du Moyen-Orient a de quoi rendre sourds les Cairotes. Le vacarme des klaxons, les cris et les pleurs de hordes d'enfants en bas âge, les chaînes hi-fi qui hurlent à la lune les chansons sentimentales d'Om Kalthom, ne laissent personne indifférent. Les vieux haut-parleurs poussiéreux qui appellent les fidèles à la prière ajoutent quelques décibels supplémentaires; les muezzins des 4 000 principales mosquées du Caire récitent les cinq prières quotidiennes, soit 20 000 fois par jour. Les muezzins débutent généralement l'*azzan* selon les caprices de leur montre. En outre, le talent des muezzins pour stimuler le recueillement est, selon les mauvaises langues, très variable. Selon certains, les voix éraillées, chevrotantes, sépulcrales, et les paroles divines qui restent dans la gorge, n'incitent guère le croyant à la vertu. Pour remédier à la situation, le ministre des *Waqfs*, Mahmoud Hamdi Zaqzouq, veut qu'une seule voix entonne la prière, celle diffusée en direct à partir de la mosquée d'Al-Azhar. Cette idée n'exprime-t-elle pas le désir inconscient d'unifier les diverses tendances de l'islam sous une seule bannière, celle d'un islam politiquement correct, soi-disant modéré, fidèle au régime en place — en d'autres mots, un islam de fonctionnaire de l'État? L'homophonie recherchée met donc en péril les emplois de milliers de muezzins, alors que le chômage est l'une des trois principales plaies d'Égypte. Ce projet de synchronisation devrait être complété dans le courant de la prochaine année et sera sans doute étendu aux principaux centres urbains du pays[1]. Mais d'autres voix discordantes provoquent des grincements de dents et dressent les cheveux des membres du Conseil du cabinet : ce sont celles des Frères musulmans. Ces voix se font entendre plus que jamais depuis les élections présidentielles de 2005, auxquelles les Frères musulmans remportèrent 88 sièges sur 444[2]. Leur victoire « surprise » eut l'effet d'une bombe, d'un véritable attentat terroriste en plein centre de la vie politique égyptienne. L'onde de choc a ébranlé non seulement Le Caire, mais aussi Washington. Afin de pallier à la croissante popularité électorale des Frères musulmans, le président Hosni Mubarak doit affronter l'hydre tricéphale qui terrifie son régime pharaonique : Démographie, Chômage et Démocratie. Ces trois plaies de l'Égypte contemporaine poussent la population, souvent malgré elle, dans les bras des Frères musulmans.

LA PLAIE DÉMOGRAPHIQUE ET LA PLAIE DU CHÔMAGE

Est-ce la volonté divine qui est responsable des maux qui se sont abattus sur l'Égypte? Les paysans qui exploitent les berges du Nil depuis des millénaires ne croient pas les Cassandre des Frères musulmans. En revanche, ils abandonnent leurs terres, traversent les déserts à la recherche de la Terre Promise, et convergent vers la capitale. Dans leurs bagages, ils transportent l'espoir d'un meilleur

avenir; l'espoir est la machine à rêver qui mobilise l'imaginaire des pauvres. Nombre d'entre eux brûlent du désir de jouir de la société de consommation mondialisée, cette fabuleuse société qu'ils ont découverte grâce à leurs téléviseurs coréens et aux films hollywoodiens piratés. Les promesses de l'eldorado cairote se heurtent toutefois au darwinisme social urbain (la population du Caire est estimée à plus de 15 millions d'habitants). La surpopulation est en train de noyer, pourrait-on dire, le poisson dans le Nil. La moitié de la population du pays a moins de 25 ans. Au rythme de croissance actuel, la population égyptienne pourrait atteindre 100 millions d'habitants dans une quinzaine d'années[3]. Afin de remédier à la situation, les mœurs sexuelles, les tabous culturels concernant les moyens contraceptifs et les coutumes ancestrales entourant le mariage, doivent faire l'objet d'une profonde réflexion. Autre son de cloche : la sagesse populaire clame que les enfants sont une richesse. Mais que diront les adultes de demain lorsqu'ils seront confrontés au chômage endémique (le taux officiel de 10 pour cent est loin de la réalité)? Environ 100 000 jeunes arrivent chaque année sur le marché du travail. Et que fait le gouvernement avec les millions de chômeurs qu'il a déjà sur les bras? Comment va-t-il créer autant d'emplois, où est la manne providentielle?

La mondialisation, selon les plus optimistes, est la panacée à tous les maux économiques. Mais comme le soulignait récemment le Directeur général de l'Organisation internationale du travail, Juan Somavia, durant le quatrième sommet pour le Moyen-Orient du Forum économique mondial de Charm El-Cheikh (mai 2006), le modèle actuel de la mondialisation produit de la richesse sans créer d'emplois. S'il n'y a pas de création d'emplois, il n'y a pas de consommation, et donc plus de pauvreté. C'est la consommation qui produit la demande, et plus il y a une demande, plus il y a d'investissements[4]. Les conséquences économiques engendrées par les ratés de la mondialisation en Égypte ne risquent-elles pas d'enfoncer le dernier clou du sarcophage du pharaon en place? Si le miracle de la mondialisation ne livre pas la marchandise, comment le gouvernement compte-t-il endiguer le chômage? Par ailleurs, quelles sont les actions sociales entreprises par le gouvernement pour aider la population dans le besoin? Trop peu, diront ceux qui dressent un constat d'échec, car la fracture sociale ne fait que creuser un autre barrage d'Assouan. En revanche, l'engagement social des Frères musulmans a de quoi faire rougir le gouvernement. Pourquoi la population voterait-elle pour le parti responsable de leur présente « condition inhumaine »? La thèse de la pauvreté comme vecteur lié au développement de l'électorat des Frères musulmans est battue en brèche par les ploutocrates qui règnent au pays des pharaons et par ceux qui prêchent la loi d'airain. Cette thèse peut apparaître réductrice pour certains, mais le chômage est bien réel, il cause d'indicibles frustrations et, parfois, il pousse la population désabusée à commettre des actes désespérés. Dans le même registre, c'est un truisme d'affirmer que l'éducation est la clef du développement économique. Mais est-il nécessaire de rappeler que le chômage ne se réduit pas à la paysannerie? Il y a aussi une classe de jeunes gens éduqués sans travail (environ 40 pour cent d'entre eux sont des chômeurs). En attendant que le gouvernement trouve une solution miracle aux problèmes démographiques et économiques, les Frères musulmans profitent de la situation en amassant un capital politique considérable. La terre inondée par le Nil est, et sera, une région très fertile pour les Frères musulmans. La jeunesse frustrée risque de voter en grand nombre pour un projet de société où il y a une promesse de travail pour chaque musulman, et où l'on pourra goûter aux délices du paradis grâce aux bataillons de houris dévouées à leurs maris et à leurs cuisines. Dans ce contexte, il n'y a guère de doute que la jeunesse continuera d'être séduite par les Muses voilées des Frères musulmans. Par ailleurs, les paysans représentent, eux aussi, une terre fertile pour la propagande religieuse. Il ne faut pas mésestimer leur attachement à la tradition islamique. Et il ne faut pas perdre de vue que les groupes minoritaires (parfois radicaux) imposent trop souvent à la majorité de la population leur programme politique. L'exemple du prophète Muhammad demeure présent à l'esprit des groupes islamistes, peu importe leur mouvance. Avec une poignée de fidèles, le prophète a éventuellement réussi à s'emparer du pouvoir à La Mecque. En ce qui a trait aux éléments les plus radicaux de la mouvance islamiste, ils risquent de reprendre le *jihad* ou de se retrouver, par

manque d'opportunisme, en Irak, en Afghanistan, au Cachemire, en Tchétchénie ou dans le wagon de votre métro.

LA PLAIE DE LA DÉMOCRATIE

Les pressions de Washington pour la démocratisation de la vie politique égyptienne causent de sérieux maux de tête au régime d'Hosni Moubarak. À cela, il faut ajouter les autres maux de tête causés par la stratégie américaine pour la démocratisation du Moyen-Orient dans son ensemble. Le projet des « néo-cons » consiste en une redistribution des cartes au Moyen-Orient. La quintessence de leur stratégie est de transformer les régimes autocratiques en sociétés civiles. Le processus de démocratisation est censé éliminer les frustrations politiques et permettre aux pays arabes « d'accueillir Israël au cœur d'un "Grand Orient" réconcilié[5] ». Selon un responsable de la Ligue arabe, tous les pays membres semblent résolus à jouer le jeu de Washington, malgré la farouche résistance de la population. Il semble que les raïs et les monarques concernés aient peur de subir le même sort que Saddam Hussein. Mais depuis la débâcle américaine en Irak, la donne semble avoir encore changé. Certains analystes politiques parlent de plus en plus de l'affaiblissement de la stratégie néoconservatrice au profit d'une politique inspirée par la vision apocalyptique prêchée par la droite religieuse. Kevin Phillips prétend que les chrétiens conservateurs influencent la politique étrangère américaine du Moyen-Orient. De nombreux fondamentalistes croient que la nation américaine est *a unique chosen nation* (un second peuple élu?). Phillips affirme que le président Bush est convaincu que Dieu voulait qu'il soit élu président et qu'il sauve le monde. Dans le même registre, des millions d'Américains sont persuadés que la fin du monde est proche (Armageddon). Le chaos au Moyen-Orient est un « signe » du retour imminent de Jésus-Christ, sans oublier que la montée des cours du pétrole, les tragédies humaines causées par le tsunami de 2004, les ouragans dévastateurs aux États-Unis et le réchauffement de la planète qui fait fondre les glaces dans les régions polaires, sont des « signes » supplémentaires qui confirment la soi-disant prophétie[6]. Dans cette vision apocalyptique, les relations entre les États-Unis et Israël sont perçues à travers le prisme de la prophétie biblique : l'État hébreu a un Goliath armé d'un arsenal nucléaire pour le protéger de l'Antéchrist. Soit dit en passant, n'est-ce pas le président Bush qui se permet de persifler les mullahs iraniens lorsqu'ils invoquent Dieu à haute voix ou lorsqu'ils prétendent que le Tout-Puissant guide leur pays sur la voie « droite »?

Sur l'échiquier politique américain, l'Égypte occupe une place stratégique. Par son poids démographique (un Arabe sur quatre est Égyptien), elle est, en ce domaine, le leader du monde arabe. En vérité, l'Égypte est le passage obligé de la transformation démocratique du Moyen-Orient. Selon Washington, elle doit montrer la voie aux autres pays arabes « rebelles ». À cet effet, elle joue souvent le rôle de médiateur dans le conflit israélo-palestinien. Les États-Unis donnent, en renvoyant l'ascenseur, une aide substantielle au régime d'Hosni Moubarak. Selon le correspondant du *Wall Street Journal* au Moyen-Orient, S. J. Glain, l'Égypte est le plus grand État mendiant du monde (« *world's largest mendicant* »). Elle reçoit trois milliards de dollars en aide annuellement, plus de la moitié provenant des États-Unis. Cette aide, selon Glain, est une récompense pour avoir gardé la paix avec Israël[7]. Il faut préciser que l'essentiel de l'aide américaine est réservée à l'*establishment* militaire. Les États-Unis préparent *de facto* son alliée à les laisser se déployer rapidement dans la région en cas de conflit. Est-il nécessaire de souligner que l'assistance au développement économique est bien maigre en comparaison à l'aide militaire? Cette dernière est-elle censée améliorer le sort de la population en général? Quand bien même l'Égypte recevrait 10 milliards de dollars supplémentaires, en quoi cette aide contribuerait-elle à tisser le filet social et à développer l'économie? À postériori, ce n'est pas le dossier humanitaire qui préoccupe l'administration Bush, mais ses propres intérêts

stratégiques dans la région.

En outre, les pressions américaines sur la démocratisation du processus électoral jouent contre le régime d'Hosni Moubarak. La politique aveugle de Washington risque, ni plus ni moins, de faire basculer le pays dans le camp des Frères musulmans. Car plus la population aura l'occasion de manifester son mécontentement envers le régime, plus elle le fera. La démocratisation du processus électoral est le talon d'Achille du président Hosni Moubarak. S'il ouvre les vannes de la démocratie, il sera noyé par les eaux du Nil. Les dernières élections témoignent de manière éloquente de l'effet des pressions américaines sur le gouvernement égyptien. Cette politique de l'autruche porte en elle les germes du désastre à venir.

LE MIRAGE DU TRIOMPHE ÉLECTORAL DES FRÈRES MUSULMANS

L'avenir politique des Frères musulmans est radieux en apparence. Les prochaines élections « libres » devraient, selon plusieurs, sonner le glas du régime en place. Le vote des masses paupérisées devrait logiquement porter le parti islamiste au pouvoir. Le vote protestataire aura donc raison du régime du raïs égyptien. Ce n'est pas le vote de conviction qui pousse les gens vers le parti islamiste, mais un vote alimenté par la frustration. Le chômage endémique, l'injustice sociale, la corruption, le manque de liberté de presse et de respect des droits humains, le désespoir causé par un jour sans lendemain, les trous béants du filet social et l'explosion démographique poussent de jour en jour la population spoliée dans les bras grands ouverts des Frères musulmans. Ces derniers trouvent des sympathisants dans toutes les couches de la société égyptienne. Il n'y pas, comme on voudrait nous le faire croire, que de pauvres paysans analphabètes (environ 30 pour cent de la population) : au-delà du cliché du barbu illettré, il y a des médecins, des ingénieurs, des professeurs d'université, des travailleurs sociaux, des hommes d'affaires, etc. En outre, diverses tendances idéologiques cohabitent à l'intérieur de la confrérie. Les membres ne prêchent pas tous à l'unisson le discours reproduit sur Internet[8]. Qui plus est, la génération montante ne pense pas comme la précédente; les jeunes poussent dans le dos de la vieille garde afin de moderniser ses discours éculés. Mais quelles sont les grandes lignes de la plateforme politique des Frères musulmans? Quels sont leurs réels objectifs? Rêvent-ils de restaurer le califat aboli par Atatürk, ou de ressusciter de ses cendres le soi-disant âge d'or de l'islam? Veulent-ils édifier un régime théocratique? Et quel est le véritable programme économique de la confrérie? Plusieurs observateurs estiment qu'il n'y a pas de projet concret ou de pharaoniques plans quinquennaux. Selon certains, les Frères musulmans ne veulent pas étaler leur plateforme au grand jour, car ils craignent la réaction négative des non-convertis à la cause. En revanche, ils prêchent une « méthode islamique » censée révolutionner la société égyptienne. Malheureusement, cette méthode n'est pas décrite de manière systématique. Son centre de gravité semble, en apparence du moins, résider dans son fondement moral. En rendant plus vertueuse la population (en appliquant rigoureusement la charia et en suivant les enseignements coraniques), les Frères musulmans espèrent s'attirer les faveurs de Dieu. Il ne faut pas perdre de vue que dans cette optique, les plaies de l'Égypte sont causées, comme au temps de l'Égypte pharaonique, par un dérèglement moral. En d'autres mots, Dieu a puni les musulmans pour leur déviationnisme religieux. Lorsque l'ordre moral sera rétabli, les plaies de l'Égypte seront guéries et le pays retrouvera sa splendeur de jadis.

Et les mirages de la démocratie, alors? Que doit-on penser de l'attitude des Frères musulmans à l'endroit du processus démocratique, la doctrine chérie de Washington? En bref, les idées de démocratie, de droits humains, de laïcité et de mondialisation n'appartiennent pas à leur vocabulaire : ce sont des idées « islamiquement incorrectes ». En définitive, la solution aux problèmes de l'Égypte, selon les Frères musulmans, relève exclusivement de la sphère morale et de la volonté divine.

Dans l'éventualité d'une victoire électorale des Frères musulmans, les exigences de la *realpolitik* vont forcer le régime d'Hosni Moubarak à annuler les élections législatives, cela avec la bénédiction de Washington. Pour la Maison-Blanche, il est impensable de laisser un parti islamiste prendre le pouvoir en Égypte. Les conséquences en seraient catastrophiques pour le processus de démocratisation du Moyen-Orient, car si l'Égypte tombe aux mains des islamistes, l'exemple risque de faire tache d'huile dans le reste du monde arabe.

L'avenir de la démocratie à l'américaine au Moyen-Orient est-elle en train de se jouer en Égypte? Selon les optimistes, le processus démocratique a été enclenché, et il n'y a aucun retour en arrière possible. En règle générale, Washington suit les règles du jeu démocratique à condition que les partis élus soient cautionnés par la Maison-Blanche. En d'autres mots, il faut que la population vote pour le parti favori des Américains, sinon ceux-ci ne respecteront pas le choix de l'électorat. Les récentes élections palestiniennes qui ont porté le Hamas au pouvoir en disent long sur l'attitude de Washington. L'administration américaine préfère voir au pouvoir un tyran antidémocratique, qu'un islamiste. La grande vertu des autocrates (y compris ceux issus des régimes monarchiques) est d'apporter au pays une stabilité politique, quoique relative. En ce qui a trait à l'Égypte, pourquoi le régime d'Hosni Moubarak n'élimine-t-il tout simplement pas les Frères musulmans de la carte politique? N'est-ce pas un parti illégal? Vu d'un certain angle, le président Moubarak, déguisé en Janus, mène une politique de trompe-l'œil. Entre ses mains, les Frères musulmans ne sont que des marionnettes, il n'a qu'à agiter l'épouvantail de l'intégrisme (le *bogeyman* des stratèges politiques américains) en direction de Washington pour avoir l'attention du président Bush. Le raïs se sert de la menace islamiste pour avoir plus de pouvoir, plus d'influence, plus de marge de manœuvre, à Washington. En réalité, les Frères musulmans n'ont aucune chance, en suivant le processus démocratique, de prendre le pouvoir. Le président Moubarak en est fort conscient. En un certain sens, il a besoin d'eux pour régner et pour se rendre indispensable aux États-Unis. Au pays des pharaons, les Frères musulmans seront-ils un jour rois?

Michel Gardaz*

NOTES

* Michel Gardaz est professeur d'histoire des religions à l'Université d'Ottawa.

1. Cf. Azza Khattab, « A Call or a Cause? », *Egypt Today*, juin 2006, p. 33-38.
2. Lire les articles de Husam Tammam, « Révisions douloureuses pour les Frères musulmans d'Égypte », et « Vers un parti légal? », parus dans *Le monde diplomatique* (Paris), septembre 2005.
3. Selon un récent rapport de l'Organisme central des statistiques (Égypte), le taux de croissance de la population a enregistré une légère baisse en janvier 2005 par rapport aux années précédentes. Il faut mettre en évidence que la génération montante n'a pas les mêmes ambitions que la précédente en ce qui a trait à la procréation.
4. Cf. N. Abdel-Fattah, « Right to Dignity », *Al-Ahram Weekly* (Le Caire), 18-24 mai 2006, p. 10.
5. G. Kepel, *Fitna. Guerre au cœur de l'islam*, Paris, Gallimard, 2004, p. 94.
6. Cf. Kevin Phillips, « How the GOP Became God's Own Party », *Washington Post*, 2 avr. 2006, p. 3.
7. Cf. S. J. Glain, *Mullahs, Merchants, and Militants*, New York, St. Martin's Press, 2005, p. 241.

8. *Cf.* le site officiel, en langue arabe, des Frères musulmans : <www.ikhwanonline.com>, et aussi la version anglaise : <www.ikhwanonline.com/Home.asp?zPage=Systems&System=PressR&Lang=E>.